

COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN



REGLEMENT RELATIF AUX
ACTIVITES AMBULANTES –
MARCHES.

CONSEIL COMMUNAL DU 24 juin 2015

REGLEMENT RELATIF AUX ACTIVITES AMBULANTES – MARCHES.

Article 1er - Le présent titre de ce règlement règle une matière visée par les articles 117 et 119bis de la Nouvelle Loi Communale, la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines et l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation d'activités ambulantes.

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES.

Article 2 - Organisation d'activités ambulantes

L'exercice de toute activité ambulante sur le domaine public, de même que l'organisation de toute activité ambulante sur le domaine privé, est soumis à une autorisation préalable de la Commune suivant les règles établies au présent chapitre. La Commune, avant d'autoriser une activité ambulante sur le domaine public ou sur le domaine privé, peut demander l'avis préalable et non contraignant d'une personne spécialisée dans le domaine de spécification du marché pour lequel une demande d'autorisation a été adressée à la commune et ce, afin de s'assurer que les produits qui seront mis en vente par le demandeur correspondent bien à l'objet du marché organisé.

Aucune activité ambulante ne peut être organisée ou exercée dans les parcs, jardins publics, plaines et aires de jeux, sauf autorisation exceptionnelle du Collège des Bourgmestre et Echevins.

L'exercice et l'organisation d'une activité ambulante peuvent être autorisés aux abords de ceux-ci, dans le respect des règles de circulation routière et pour autant qu'elle ne porte pas atteinte à la sécurité et à la libre circulation des passants.

Outre la fermeture des installations illégales, toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350 Euro.

Article 3 - Conditions d'exercice

Afin d'exercer une activité ambulante régie par le présent règlement sur le territoire de la Commune, il est nécessaire:

- de détenir un numéro d'entreprise lié, le cas échéant, à un numéro de TVA actif ;
- de posséder une autorisation d'activité ambulante délivrée par le Service public fédéral ou le guichet d'entreprise compétent, sauf dans les cas exemptés par la loi ;
- de détenir, lorsque le type d'activité le requiert, un enregistrement, un agrément ou une autorisation AFSCA et/ou un avis conforme des services d'incendie ;
- d'obtenir, après satisfaction des conditions précédentes, une autorisation de la Commune, délivrée suivant les procédures décrites aux sections suivantes.

En cas d'infraction au présent article, outre l'infliction d'une amende administrative de maximum 350 Euro, il sera procédé à l'expulsion du contrevenant du marché ou de l'emplacement accordé sur la voie publique et le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra décider du retrait, temporaire ou définitif, de l'autorisation communale.

CHAPITRE II : ORGANISATION D'ACTIVITES AMBULANTES SUR LES MARCHES PUBLICS.

Section 1 : Dispositions générales applicables aux marchés publics

Article 4 - Organisation de marchés sur la voie publique

Il est défendu d'établir, d'organiser ou de tenir un marché, si ce n'est aux endroits, jours et heures désignés par le Conseil communal.

Ces marchés peuvent faire l'objet de concessions de services publics conformément aux prescriptions de la convention de concession de services publics approuvées par le Conseil communal.

Outre la fermeture des installations illégales, toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350 Euro.

Au surplus, si l'installation illégale appartient au titulaire d'un abonnement pour un emplacement sur un marché ou sur la voie publique, cet abonnement pourra également être suspendu dans le respect des règles prévues à l'article 16 du présent règlement.

Article 5 - Marchés en concession

Le ou les concessionnaires pourront :

- apporter des dérogations aux articles 7 dernier alinéa, 8, 9 § 3, 10, 12 et 13 uniquement en ce qui concerne la durée et la fréquence de perception des abonnements, et 24 §1^{er} du présent règlement ;
- prévoir un système d'arbitrage.

Ces dérogations ne produiront leurs effets qu'après accord du Conseil communal et accomplissement des formalités de publicité.

Elles feront l'objet de la même publicité que le présent règlement.

Article 6 - Données des marchés publics

La Commune organise les marchés publics suivants sur le domaine public :

1. Marché du dimanche :

Lieu : le terre-plein de la Place Communale

Heures : du 15 mars au 31 octobre entre 10h et 17h

du 1er novembre au 14 mars entre 10h et 16h

Spécialisation : mixte, spécialisation par zone, exception faite pour les marchands volants ;

Plan des emplacements : un plan du marché peut être consulté auprès du service communal des marchés, comportant la distinction des emplacements affectables pour l'exercice de commerces alimentaires et non alimentaires.

2. Marché du mardi :

Lieu : place de la Duchesse de Brabant avec extension dans la rue Isidoor Teirlinck

Heures : entre 8h et 13h30

Spécialisation : mixte, spécialisation par zone, exception faite pour les marchands volants ;

Plan des emplacements : un plan du marché peut être consulté auprès du service communal des marchés.

3. Marché du jeudi :

Lieu : Place Communale ; rue du Comte de Flandre depuis le parvis jusqu'à la place communale ;
rue Sainte-Marie ; rue de l'Avenir entre le Parvis et la rue de la Prospérité ; pourtour du parvis
Saint-Jean-Baptiste ; rue du Facteur ; rue Bonnevie ; le pourtour de l'Eglise Saint-Jean-Baptiste

Heures : entre 8h et 13h30

Spécialisation : mixte, spécialisation par zone, exception faite pour les marchands volants ;

Plan des emplacements : un plan du marché peut être consulté auprès du service communal des marchés.

Le Collège ou le concessionnaire peut réserver certaines zones des marchés à la vente de produits spécifiques.

Le Bourgmestre pourra, lors de travaux d'utilité publique, d'événements calamiteux et autres circonstances exceptionnelles, soit déplacer ou supprimer temporairement un ou plusieurs marchés, soit uniquement déplacer un certain nombre d'échoppes, soit modifier les heures spécifiques à chaque marché, tout cela à titre temporaire également.

En pareils cas, le commerçant ambulant ne pourra prétendre à aucune indemnité quelle qu'elle soit.

Article 7 - Conditions relatives à l'attribution des emplacements.

Un emplacement sur le marché public peut être attribué uniquement :

- aux personnes physiques qui exercent pour leur propre compte une activité ambulante et aux titulaires d'une « autorisation patronale » ;
- aux personnes morales qui exercent la même activité. Les emplacements sont octroyés à l'intervention d'une personne responsable de la gestion quotidienne de la société qui est titulaire de « l'autorisation patronale ».

Les emplacements peuvent occasionnellement être attribués à des personnes réalisant des ventes sans caractère commercial, visées à l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation d'activités ambulantes.

Afin de garantir la diversité de l'offre, le nombre d'emplacements par personne physique et/ou morale est limité à un.

Article 8 – Proportion d'attribution

Les emplacements sur le marché public sont attribués :

- soit par abonnement (maximum 95 % du nombre total d'emplacements)
- soit au jour le jour (minimum 5 % du nombre total d'emplacements).

Parmi les emplacements à attribuer par abonnement, priorité est accordée aux démonstrateurs à concurrence de 5% du nombre total des emplacements du marché.

Article 9 – Règles d'attribution des emplacements par abonnement sur les marchés publics

§ 1^{er}. Vacance et candidature des emplacements par abonnement.

Lorsqu'un emplacement à attribuer par abonnement est vacant, cette vacance est annoncée par la publication d'un avis affiché sur le tableau d'information communal, via le site web de la commune et via la presse locale.

Les candidatures peuvent être introduites à la suite d'un avis de vacance ou à tout autre moment.

Les candidatures sont introduites selon les prescriptions prévues à l'article 30, § 1, 2^{ème} alinéa de l'AR du 24 septembre 2006 susmentionné et dans le délai prévu dans l'avis de vacance. Elles doivent par ailleurs contenir les mentions et documents suivants :

1° le nom, le prénom, l'adresse de la personne par laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle la demande est introduite ;

2° s'il y a lieu, la raison sociale de la personne morale à laquelle l'emplacement sera attribué et l'adresse de son siège social ;

3° le numéro d'entreprise, visé à l'article 3 du présent règlement, de la personne physique ou morale pour laquelle la demande est introduite ;

4° une copie de l'autorisation d'activité ambulante délivrée par le Service public fédéral ou le guichet d'entreprise compétent et, lorsque le type d'activité le requiert, une copie de l'enregistrement, de l'agrément ou de l'autorisation AFSCA et/ou de l'avis conforme des services d'incendie, visés au même article 3 et relatifs à la personne physique ou morale pour laquelle la demande est introduite;

5° le genre de produits mis en vente et les installations à utiliser pour la vente.

Les candidatures qui ne respectent pas ces critères ne sont pas retenues.

§ 2. Registre des candidatures

Toutes les candidatures sont consignées dans un registre au fur et à mesure de leur réception.

Conformément à la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, ce registre peut toujours être consulté au service communal des marchés ou auprès du concessionnaire.

Les candidatures restent valables tant qu'elles n'ont pas été satisfaites ou retirées par leur auteur à la condition que, tous les ans, à la date anniversaire de l'introduction de leur candidature, les candidats figurant dans le registre confirment celle-ci afin de demeurer dans le registre.

§ 3. Ordre de l'attribution des emplacements

En cas de vacance d'un emplacement par abonnement, les candidatures sont classées comme suit dans le registre en vue de l'attribution de l'emplacement :

1° aux démonstrateurs dans la mesure où ils n'atteignent pas 5 % du nombre total d'emplacements, compte tenu de leur éventuelle spécialisation ;

2° aux candidats, autres que les démonstrateurs, par priorité dans l'ordre établi ci-dessous :

- a) aux personnes qui sollicitent un emplacement suite à la suppression de celui qu'elles occupaient sur l'un des marchés de la Commune ou auxquelles la Commune a notifié un préavis pour cause de suppression définitive du marché ou d'une partie des emplacements ;

- b) aux personnes qui sollicitent une modification des dimensions de leur emplacement, cet emplacement ne pouvant en aucun cas dépasser 12m de largeur, à l'exception des véhicules aménagés en étal ;
- c) aux personnes qui demandent un changement géographique de leur emplacement ;
- d) aux candidats externes ;

Dans chacune des quatre catégories établies ci-dessus, les candidatures sont classées par priorité selon l'emplacement et la spécialisation sollicités et, le cas échéant, selon la date.

Lorsque deux ou plusieurs demandes, appartenant à la même catégorie, sont introduites simultanément, l'ordre de préférence est déterminé comme suit :

- a) sauf la catégorie des candidats externes, priorité est donnée au demandeur qui a le plus d'ancienneté sur les marchés de la commune ; lorsque l'ancienneté ne peut pas être comparée, la priorité est déterminée par tirage au sort ;
- b) pour les candidats externes, la priorité est déterminée par tirage au sort.

Les candidatures ne sont valables qu'un an et doivent, pour demeurer dans le registre, être confirmées par les candidats tous les ans, à la date anniversaire de l'introduction de leur candidature.

§ 4. Notification de l'attribution des emplacements par abonnement

L'attribution de l'emplacement est notifiée au demandeur :

- soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ;
- soit par courrier électronique avec accusé de réception.

Lorsque l'attribution d'un emplacement a été notifiée, le titulaire de l'abonnement a 15 jours pour en prendre possession. Passé ce délai, la décision d'attribution de l'emplacement devient caduque et l'emplacement fera l'objet d'une nouvelle procédure d'attribution, sauf justificatif transmis dans les plus brefs délais au service communal des marchés ou au concessionnaire.

§ 5. Le registre des emplacements attribués par abonnement

Un plan ou registre est tenu, mentionnant pour chaque emplacement attribué par abonnement :

- le nom, le prénom, l'adresse de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué ;
- s'il y a lieu, la raison sociale de la personne morale à laquelle l'emplacement a été attribué et l'adresse de son siège social ;
- le numéro d'entreprise ;
- les produits et/ou les services offerts en vente ;
- s'il y a lieu, la qualité de démonstrateur ;
- la date d'attribution de l'emplacement ;
- si l'activité est saisonnière, la période d'activité ;
- le prix de l'emplacement, sauf s'il est fixé de manière uniforme ;

- s'il y a lieu, le nom et l'adresse du cédant et la date de la cession.

Conformément à la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes et à l'Ordonnance du 30 mars 1995 relative à la publicité de l'administration, ce registre peut toujours être consulté au service communal des marchés ou auprès du concessionnaire.

Article 10 – Règles d'attribution des emplacements au jour le jour.

Le jeudi, les emplacements attribués au jour le jour le sont par tirage au sort, le cas échéant par spécialisation.

Le mardi et le dimanche, les emplacements sont attribués par ordre chronologique d'arrivée, le cas échéant par spécialisation. En cas de contestation entre deux marchands, l'attribution de l'emplacement se fera par tirage au sort.

Le titulaire de l'autorisation patronale doit être présent lors de l'attribution de l'emplacement.

Le paiement de la redevance pour le droit d'usage relatif à l'emplacement par ces marchands sera effectué le jour même entre les mains de l'agent communal attaché au service des marchés ou du concessionnaire. Ce droit ne vaut que pour un seul jour.

Article 11 – Exigence d'identification en cas d'exercice d'activités ambulantes sur le marché public.

Toute personne qui exerce une activité ambulante sur le marché public doit, si elle exerce l'activité à partir d'un étal ou d'un véhicule, s'identifier au moyen d'un panneau lisible, placé ostensiblement sur l'étal ou le véhicule. Ce panneau doit également être installé par les préposés lorsqu'ils travaillent seuls.

Le panneau comporte les mentions suivantes :

1. le nom, le prénom de la personne qui exerce une activité ambulante en personne physique pour son propre compte ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ; soit le nom, le prénom de la personne qui assume la responsabilité journalière de la personne morale ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ;
2. la raison sociale de l'entreprise et/ou sa dénomination commerciale ;
3. selon le cas, la commune du siège social ou du siège d'exploitation de l'entreprise et si le siège de l'entreprise n'est pas situé en Belgique, le pays et la commune dans lesquels il est situé ;
4. le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises (ou l'identification qui en tient lieu, lorsque l'entreprise est étrangère).

Toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350 Euro.

Article 12 – Durée de l'abonnement.

Les abonnements sont octroyés pour une durée de trois mois.

À l'expiration de cette durée, les abonnements sont renouvelés tacitement, sauf stipulation contraire du demandeur et sauf retrait signifié par lettre recommandée par l'Administration communale dans les cas stipulés aux articles 14 et 16 du présent règlement.

Article 13 - Perception.

Les abonnements trimestriels sont dus pour le trimestre en cours, y compris dans les cas de suspension prévus à l'article 16 du présent règlement.

Ils sont payables au plus tard le vingt du mois précédant le trimestre auquel ils se rapportent, entre les mains du Receveur communal ou par virement sur le compte de l'Administration Communale.

Au cas où le paiement n'est pas enregistré à ladite date, le titulaire de l'abonnement pourra se voir retirer définitivement le droit d'occuper son emplacement en vertu de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, dans les conditions prévues à l'article 16 du présent règlement.

Le contrevenant pourra dans ce cas être expulsé sur-le-champ de son emplacement sur injonction d'un agent habilité ou du concessionnaire.

Article 14 – Suspension de l'abonnement par son titulaire.

Le titulaire d'un abonnement peut le suspendre lorsqu'il se trouve, pour une période prévisible d'au moins un mois, dans l'incapacité d'exercer son activité :

- pour maladie ou accident attesté par un certificat médical ;
- pour un cas de force majeure dûment démontré.

La suspension prend effet le jour où la Commune ou le concessionnaire est informé de l'incapacité et cesse au plus tard cinq jours après la communication de la reprise des activités. Le titulaire de l'abonnement récupère son emplacement à la fin de la suspension.

Durant la période de suspension, l'emplacement sera attribué au jour le jour.

Article 15 – Renonciation à l'abonnement.

Le titulaire de l'abonnement peut renoncer à l'abonnement :

- lorsqu'il se trouve dans l'un des cas de suspension temporaire prévus à l'article 14 du présent règlement, à l'échéance de l'abonnement, moyennant un préavis d'au moins 30 jours ;
- à l'échéance de l'abonnement, moyennant un préavis d'au moins 30 jours ;
- à la cessation de ses activités ambulantes, moyennant un préavis d'au moins 30 jours ;
- s'il est dans l'incapacité définitive d'exercer son activité pour maladie ou accident attesté par un certificat médical ou pour un cas de force majeure dûment démontré. Dans ce cas, aucun préavis n'est prévu.

Les ayants droit de la personne physique exerçant son activité pour son propre compte peuvent, au décès de cette personne, renoncer, sans préavis, à l'abonnement dont elle était titulaire.

Les demandes de suspension, de reprise et de renonciation d'un abonnement sont notifiées selon l'une des modalités mentionnées :

- par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ;
- sur un support durable (fax, e-mail) contre accusé de réception.

Article 16 – Suspension et retrait de l'abonnement.

§ 1^{er}. L'abonnement pourra être suspendu par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou par le concessionnaire dans les cas suivants, après avoir adressé au titulaire de l'abonnement un avertissement et lui avoir donné la possibilité d'être entendu :

- en cas d'absence durant quatre semaines successives sans en avertir le placier, au préalable ou durant la première semaine d'absence ;
- en cas d'infraction aux articles 3 (conditions d'exercice), 4 (tenue d'un marché en dehors des endroits prévus), 18 (changement d'articles de vente), 21 (occupation des emplacements), 28 (sécurité), 30 (hygiène) et 35 (ordre public et bonnes mœurs) du présent règlement ;
- en cas de récidive d'infraction à l'article 26 (emplacement) du présent règlement ;
- en cas d'infraction habituelle au présent règlement ;
- en cas de non-respect des injonctions du placier, du concessionnaire ou de son préposé, ou d'un agent habilité.

En cas de récidive d'infraction à l'un de ces points, le Collège des Bourgmestre et Echevins ou le concessionnaire pourra décider de retirer l'abonnement dans les conditions prévues au présent article.

§ 2. L'abonnement pourra être retiré par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou par le concessionnaire dans les cas suivants, après avoir adressé au titulaire de l'abonnement un avertissement et lui avoir donné la possibilité d'être entendu :

- en cas d'infraction à l'article 13 (non-paiement de la redevance), 22 (cession d'un emplacement), 23, § 1^{er} (sous-location), 29 (propreté) et 35 (ordre public et bonnes mœurs) ;
- dans les cas de récidive prévus au précédent paragraphe.

§ 3. La décision de suspension ou de retrait est notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou sur support durable contre accusé de réception.

Article 17 – Suspension dans le cadre d'activités ambulantes saisonnières.

Une activité saisonnière est en général une activité portant sur des produits ou des services qui, par nature ou par tradition, ne sont vendus qu'au cours d'une période de l'année.

Les abonnements qui sont attribués pour l'exercice des activités susmentionnées sont suspendus pour la durée de la période de non-activité.

Pendant la période de non-activité, ces emplacements sont attribués au jour le jour.

Article 18 - Changement d'articles de vente.

La vente, ne fût-ce que momentanée, d'un autre article de vente que celui pour lequel l'emplacement fut attribué, est interdite.

Tout titulaire d'une autorisation communale qui désire changer d'article de vente, pour autant que cet autre article ne soit pas exclu par l'autorisation patronale, doit au préalable en solliciter l'autorisation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

S'il est fait droit à sa demande, l'intéressé devra accepter une éventuelle mutation d'emplacement.

En cas d'infraction à ces dispositions, outre l'infliction d'une amende administrative de maximum 350 Euro, l'abonnement pourra être suspendu selon les règles prévues à l'article 16 du présent règlement.

Article 19 - Absence ponctuelle injustifiée et arrivée tardive.

Il ne pourra être réclamé aucune indemnité lorsqu'en cas d'absence non signalée à la Commune ou au concessionnaire ou en cas d'arrivée tardive (au-delà de 7h30), l'emplacement attribué par abonnement est accordé suivant la procédure prévue à l'article 10 du présent règlement.

Article 20 – Préavis signifié par la Commune

En cas de suppression définitive de la manifestation ou d'une partie des emplacements, un délai de préavis d'un an est appliqué aux titulaires d'un emplacement. Ces personnes sont prioritaires lors de l'attribution d'un emplacement vacant par abonnement.

Article 21 – Occupation des emplacements

§ 1^{er}. Les emplacements sur le marché public peuvent être occupés :

- 1° a) par les personnes physiques qui exercent pour leur propre compte une activité ambulante et titulaires d'une « autorisation patronale », auxquelles un emplacement est attribué ;
- b) par le responsable de la gestion journalière d'une personne morale à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire d'une « autorisation patronale » ;
- 2° par les associés de fait de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaires d'une « autorisation patronale » pour l'exercice d'une activité ambulante en propre compte ;
- 3° par le (la) conjoint(e) ou le (la) cohabitant(e) légal(e) de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire d'une « autorisation patronale » pour l'exercice de l'activité ambulante en propre compte ;
- 4° par le démonstrateur, titulaire d'une « autorisation patronale », auquel le droit d'usage temporaire de l'emplacement a été sous-loué conformément aux dispositions de l'article 35 de l'AR susmentionné du 24 septembre 2006 ainsi que par le démonstrateur, titulaire d'une « autorisation de préposé A et B », exerçant une activité ambulante pour le compte ou au service de la personne à laquelle l'emplacement a été attribué ou sous-loué ;
- 5° par les personnes titulaires d'une « autorisation de préposé A » ou d'une « autorisation de préposé B » qui exercent une activité ambulante pour le compte ou au service de la personne physique ou morale visée aux points 1° à 3° ;
- 6° les personnes qui réalisent des ventes sans caractère commercial dans le cadre des opérations visées à l'article 7 de l'AR du 24 septembre 2006 susmentionné, peuvent occuper l'emplacement attribué à la personne responsable de l'opération. Le cas échéant, elles peuvent l'occuper en dehors de la présence de celle-ci.

§ 2. Les personnes énumérées aux points 1° b) à 5° peuvent occuper l'emplacement attribué ou sous-loué à la personne physique ou morale pour le compte ou au service de laquelle elles exercent l'activité, en dehors de la présence de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué ou sous-loué.

§ 3. Le titulaire de l'abonnement - qu'il soit une personne physique ou morale - communiquera au service communal des marchés ou au concessionnaire l'identité et le statut des personnes visées au § 1^{er}, ainsi que, le cas échéant, une copie de leur autorisation patronale ou de préposé. Elle leur signalera au préalable tout changement qui intervient ultérieurement à ce propos, dans les 15 jours et par lettre recommandée à la poste.

En cas d'infraction à cette disposition, outre l'éventuelle infraction d'une amende administrative de maximum 350 Euro, l'abonnement sera sur-le-champ suspendu pour une période de 3 semaines.

Article 22 – Cession d'un emplacement.

§ 1^{er}. La cession d'un emplacement est autorisée aux conditions suivantes :

1° lorsque le titulaire d'un emplacement cesse ses activités ambulantes en qualité de personne physique ou décède ou lorsque la personne morale cesse ses activités ambulantes. En cas de cessation, le cédant ou ses ayants droit transmettent un document servant de preuve de la radiation de son activité ambulante auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises.

2° pour autant que :

- le (ou les) cessionnaire(s) soi(en)t titulaire(s) de l'autorisation patronale d'activités ambulantes et qu'il(s) poursuive(nt) la spécialisation du cédant sur chaque emplacement cédé, à moins que la commune ou le concessionnaire n'autorise un changement de spécialisation, auquel cas, le(s) cessionnaire(s) devra (devront) disposer de l'autorisation d'activités ambulantes pour exercer la (ou les) spécialisation(s) autorisée(s) par la commune ou le concessionnaire ;
- l'entreprise du (des) cessionnaire(s) ne dispose(nt), à la suite de la reprise, de plus d'un emplacement sur le périmètre du marché.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, 1°, la cession d'emplacement(s) est autorisée entre :

- a) époux, en cas de séparation de fait,
- b) époux, en cas de séparation de corps,
- c) époux, en cas de divorce,
- d) cohabitants légaux, à la fin de leur cohabitation légale,

à condition que :

- a) le cédant ou le cessionnaire présente à la Commune ou au concessionnaire un document attestant de la situation mentionnée au § 2 ;
- b) le cessionnaire réponde aux conditions mentionnées au § 1^{er}, 2°.

La cession est valable pour la durée de validité restante de l'abonnement du cédant. En cas de cession, l'abonnement est également renouvelé tacitement.

§ 3. En cas d'infraction au présent article, le titulaire de l'abonnement pourra voir suspendu son droit d'occuper suivant la procédure prévue à l'article 16 du présent règlement.

Article 23 – Sous-location et démonstrateurs.

§ 1^{er}. Toute sous-location de tout ou partie d'un emplacement, attribué par abonnement ou à titre momentané, à un tiers est interdite, à l'exception des dispositions prévues au paragraphe suivant.

En cas d'infraction à cette disposition, outre l'éventuelle infraction d'une amende administrative de maximum 350 Euro, l'abonnement pourra être définitivement retiré à son titulaire selon la procédure prévue à l'article 16 du présent règlement.

§ 2. Les démonstrateurs, qui ont obtenu un abonnement pour un emplacement, peuvent sous-louer à d'autres démonstrateurs leur droit d'usage temporaire sur cet emplacement :

- soit directement à un autre démonstrateur ;
- soit par l'intermédiaire d'une association, pour autant que :
 - la sous-location soit ouverte à tout démonstrateur sans discrimination ;
 - elle attribue le droit d'usage de l'emplacement par tirage au sort ;
 - elle communique à la Commune, après ce tirage au sort, la liste des démonstrateurs ayant

reçu ce droit d'usage.

Toute infraction au présent paragraphe sera punie d'une amende administrative de maximum 350 Euro.

Le prix de la sous-location ne peut être supérieur à la part du prix de l'abonnement pour la durée de la sous-location.

Article 24 – Horaires des marchés

§ 1^{er}. Les échoppes, étals et camions-magasins doivent être installés :

- entre 6h et 7h30 pour les titulaires d'abonnement;
- entre 7h30 et 8h30 pour les marchands volants.

§ 2. La vente commence à partir de 8 h et se termine au plus tard à 13h30. En dehors de ces heures, la vente est interdite.

§ 3. Les véhicules amenant du matériel et des marchandises ne peuvent rester sur le marché que le temps nécessaire au chargement et au déchargement, lesquels devront avoir lieu sans discontinuité avant et après l'heure fixée pour l'ouverture et la fermeture du marché (entre 8h et 13h30), exception faite pour les marchands volants dans les limites prévues au § 1^{er}.

Il est interdit de décharger les véhicules avant 6 heures du matin les jours de marché. Les conducteurs de ces véhicules doivent les placer en stationnement hors de l'aire réservée au marché, conformément aux dispositions du règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (A.R. du 1er décembre 1975). Ils doivent par ailleurs respecter le sens de la circulation et se conformer aux dispositions du règlement général sur la police de la circulation routière précité.

Le stationnement des véhicules autres que les camions-magasins et ceux pourvus d'une autorisation, est interdit entre 5 h et 16 h dans le périmètre des marchés.

§ 4. Les marchands ne peuvent quitter le marché avant la fin officielle de la vente, une dérogation pouvant être accordée pour circonstances exceptionnelles par le service communal des marchés ou par le concessionnaire.

§ 5. Toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350 Euro.

Article 25 - Circulation sur l'aire du marché.

Toute circulation est interdite entre 8 h et 13h30 dans le périmètre du marché hebdomadaire des mardi, jeudi et dimanche, sauf intervention des services de secours et exception faite des marchands volants, dans les limites prévues à l'article 24 du présent règlement.

Toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350 Euro.

Article 26 – Emplacements.

§ 1^{er}. Les marchands doivent, pour le placement de leurs marchandises, se conformer aux instructions des préposés de l'Administration Communale.

Ils doivent en tout état de cause respecter les limites de marquage au sol délimitant leur emplacement, qui ne peut en aucun cas dépasser 12m de largeur, exception faite pour les véhicules aménagés en étal.

§ 2. Pour le placement des échoppes ou pour quelque autre raison que ce soit, il est interdit :

- d'enfoncer ou d'accrocher quoi que ce soit (câbles, piquets, crampons, ...) au mobilier urbain, dans le sol ou dans le revêtement de la voirie et des aires de marchés;
- d'y faire de quelconques marques.

§ 3. Aucune marchandise ne peut être exposée en dehors des emplacements. Il en va de même pour les systèmes d'amarrage des tentes, les saillants des tréteaux, les panneaux publicitaires, les véhicules, les déchets et autres objets appartenant aux marchands.

§ 4. Toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350 Euro. En cas de récidive d'infraction à cette disposition dans les douze mois suivant l'imposition de la sanction, l'abonnement pourra être suspendu, conformément à la procédure prévue à l'article 16 du présent règlement.

Article 27 – Installations.

Le matériel utilisé par les commerçants ambulants doit être adapté à la tenue d'un marché et offrir toutes les garanties de solidité afin de pouvoir résister aux intempéries, aux mouvements de foule et autres incidents inhérents aux marchés publics.

La vente sur les véhicules est interdite. Toutefois, exception peut être faite pour les véhicules spécialement aménagés en étals, si leurs dimensions sont compatibles avec celles des emplacements prévus sur les marchés.

Toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350 Euro.

Article 28 – Sécurité.

§ 1^{er}. Les allées entre les échoppes, étals et autres matériels d'exposition doivent rester libres pour permettre le passage aisé des piétons et des véhicules de secours.

Les échoppes, étals et autres matériels d'exposition doivent être implantés de telle sorte :

- que la voirie présente une largeur libre minimale de 4m20, 8m en cas de rue en cul de sac, et une hauteur minimale de 2m20 ;
- qu'un couloir d'1m20 soit laissé libre à l'arrière des échoppes lorsque les emplacements sont disposés le long des façades de riverains ou de commerçants locaux ;
- que des passages transversaux soient aménagés tous les 50m maximum pour les commerçants sédentaires et les riverains.

§ 2. Les éventuels câbles électriques nécessaires à l'alimentation des échoppes, non fournis par l'Administration, doivent être protégés et signalés de manière à respecter la sécurité des passants. Ils doivent en outre être conformes à la législation en la matière et faire l'objet, au moins une fois par an, d'un contrôle par un organisme agréé. Une preuve de ce contrôle doit pouvoir être présentée sur toute réquisition d'un agent habilité.

§3. Les marchandises et le matériel, en ce compris les systèmes d'amarrage des tentes, les saillants des tréteaux, les panneaux publicitaires, les véhicules et les câbles électriques, appartenant aux commerçants restent sous leur entière responsabilité, de même que les dommages qu'ils pourraient causer. Les marchands veilleront donc à prendre toutes les dispositions nécessaires à cet effet.

§ 4. Chaque commerçant devra posséder, dans son échoppe, un extincteur en bon état de marche et adapté au type de produits vendus, contrôlé au moins une fois par an par un organisme agréé. Une

preuve de ce contrôle doit pouvoir être présentée sur toute réquisition d'un agent habilité.

§ 5. Les bonbonnes de gaz sont interdites dans le périmètre du marché, sauf lorsqu'elles sont installées sur des véhicules aménagés en étals et moyennant le respect des dispositions particulières de sécurité prévues en la matière.

§ 6. En cas d'infraction à cette disposition, outre l'éventuelle infraction d'une amende administrative de maximum 350 Euro, l'abonnement pourra être suspendu selon la procédure prévue à l'article 16 du présent règlement.

Article 29 - Propreté du marché

Les emplacements et leurs abords doivent être maintenus en parfait état de propreté.

Toutes les installations présentes sur le marché doivent comporter une poubelle pour les déchets, papiers et emballages dont les consommateurs désirent se débarrasser.

Tous les déchets, débris, papiers, emballages jonchant le sol de l'emplacement, ses abords et les lieux de passage devront être ramassés par les marchands en tout temps et particulièrement avant qu'ils quittent leur emplacement, mis dans des sacs en matière plastique ou récipients et enlevés par eux.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 350 Euro, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

En cas de récidive d'infraction à cette disposition dans les douze mois suivant l'imposition de la sanction, l'abonnement sera suspendu sur-le-champ pendant une période de 3 semaines selon la procédure prévue à l'article 16 du présent règlement.

En tout état de cause, les marchands restent responsables de la propreté de leur emplacement et de ses abords ainsi que des dommages causés par des négligences à ce sujet.

Un état des lieux d'entrée sera établi par l'agent responsable quant à l'état initial de propreté de l'emplacement occupé et de ses abords. Un état des lieux de sortie sera obligatoirement signé par le marchand avant son départ de l'aire du marché.

En cas de non-respect de cette obligation ou dans le cas d'un état des lieux de sortie constatant le défaut de propreté, le tarif d'occupation de l'emplacement sera doublé pour le trimestre suivant.

Article 30 - Hygiène

Il est interdit de porter atteinte de quelque manière que ce soit à l'hygiène et à la salubrité des denrées alimentaires transportées, exposées à la vente, mises en vente ou vendues.

Il est défendu de mettre au fond des sacs, caisses, paniers ou autre contenant, des comestibles d'une qualité inférieure à ceux qui se trouvent exposés à la vue de la clientèle.

De même, il est défendu de vendre ou d'exposer à la vente des comestibles gâtés, corrompus ou impropres à la consommation.

Les exposants respecteront les normes d'hygiène propres à leurs métiers. Ils ne pourront en aucun cas se soustraire aux contrôles effectués par les fonctionnaires ou agents habilités en matière d'hygiène et de salubrité alimentaire.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 350 Euro, l'abonnement pourra être

suspendu selon la procédure prévue à l'article 16 du présent règlement.

Article 31 - Responsabilité – Assurance.

Le droit d'usage accordé pour la durée du marché n'entraîne aucune obligation de garde ou de conservation des marchandises et dépôts des commerçants à charge de la Commune.

Le marchand reste responsable envers la Commune des dommages causés par sa faute, sa négligence ou celle de son personnel, au mobilier urbain, en ce compris les arbres et autres plantations présents sur la voie publique, aux édifices et équipements publics ainsi qu'au matériel du concessionnaire.

Les commerçants doivent contracter les polices d'assurance nécessaires, notamment en matière de responsabilité civile, couvrant leur personne, leur personnel et leur matériel.

Article 32 - Vente d'animaux

Sans préjudice de l'application de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, l'exposition, la livraison, la mise en vente et la vente d'animaux vivants est interdite dans le périmètre du marché, pour quelque motif que ce soit.

Toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350 Euro.

Article 33 - Appareils de chauffage et de cuisson.

Il est interdit de placer et d'utiliser des appareils de chauffage ou de cuisson qui pourraient laisser échapper des gaz ou fumées.

Toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350 Euro.

Article 34 - Nuisances sonores.

§ 1^{er}. Il est interdit de faire du bruit de manière excessive de telle sorte que cela pourrait gêner les autres marchands, le public ou les riverains.

§ 2. Sauf dans le cas des démonstrateurs et à condition de les utiliser avec modération, il est interdit d'employer des amplificateurs de son à l'intérieur du périmètre du marché.

§ 3. Sans préjudice de l'application de l'ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain, toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350 Euro.

Article 35 - Ordre public sur le marché.

§ 1^{er}. Il est défendu d'apporter des entraves à la liberté des échanges commerciaux et de troubler l'ordre public ou les bonnes mœurs de quelque manière que ce soit, en ce compris la vente de produits à caractère pornographique, raciste ou xénophobe.

§ 2. Le racolage est interdit sur les parties du marché réservées à la circulation.

§ 3. Les marchands ne pourront être en état d'ivresse, ni sous l'emprise de produits stupéfiants.

§ 4. Toute infraction à cet article entraînera l'expulsion immédiate du marché par la police. La durée de l'expulsion est limitée à celle du marché, le jour de l'expulsion. Un rapport motivé sera adressé au

Collège des Bourgmestre et Echevins par tout agent habilité.

En cas de récidive, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra décider de suspendre ou de retirer l'abonnement attribué au commerçant et ce, conformément à la procédure prévue à l'article 16 du présent règlement.

Article 36 - Fin du marché

Entre 13h30 et 15h, la circulation dans le périmètre du marché est uniquement autorisée aux véhicules des marchands et aux véhicules des services de secours.

Les échoppes, étals et camions doivent être enlevés au plus tard deux heures après la fermeture du marché.

Toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350 Euro.

CHAPITRE III : ORGANISATION D'ACTIVITES AMBULANTES SUR LE DOMAINE PUBLIC EN DEHORS DES MARCHES PUBLICS.

Section 1 : Dispositions générales applicables aux activités ambulantes sur le domaine public en dehors des marchés publics

Article 37 - Champ d'application

Dans les lieux suivants, l'exercice d'activités ambulantes est autorisé après autorisation préalable de la commune (marchés à organiser) :

1. **Lieu : rue Osseghem**, l'espace situé entre l'avenue Brigade Piron et **rue Melpomène**, et la rue Melpomène, le long du parc des Muses ;
Spécialisation : marché alimentaire avec produits du terroir ou bio ou vendus directement du producteur au consommateur ;

2. **Lieu : esplanade de la rue Sainte-Marie**
Spécialisation : marché à thèmes spécifiques organisé durant une période de 2 semaines à 1 mois L'organisation de ce marché est liée à un événement qui a lieu en Belgique ou dans l'Union Européenne et qui met à l'honneur un sujet particulier, par exemple, une culture, une nation, un type de produits etc.

Par domaine public, il y a lieu d'entendre :

- la voie publique, en ce compris les accotements et les trottoirs, les passages aériens et souterrains pour piétons, exception faite du périmètre des marchés lors de leur tenue ;
- les lieux assimilés à la voie publique en vertu de l'article 4 §1^{er}, alinéa 2 de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines, et notamment : les parkings situés sur la voie publique, les galeries commerciales, les halls de gare et de métro et les lieux sur lesquels se déroulent les fêtes foraines.

Toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350 Euro et pourra donner lieu à l'expulsion immédiate du contrevenant et de ses installations.

Article 38 - Autorisation préalable

§ 1^{er}. Demande d'autorisation

Quiconque souhaite occuper un emplacement dans un ou plusieurs des lieux mentionnés à l'article précédent pour exercer des activités ambulantes doit répondre aux conditions prévues à l'article 3 du présent règlement et est soumis à une autorisation préalable. Cette autorisation doit être demandée préalablement à l'exercice de l'activité ambulante auprès de la commune.

L'autorisation visée à l'article précédent doit :

- être demandée au minimum 15 jours avant la date prévue pour l'exercice de l'activité ambulante auprès de la Commune ;
- respecter le prescrit de l'article 16 du présent règlement ;
- préciser, à peine d'irrecevabilité, l'objet et l'étendue de l'autorisation demandée.

§ 2. Décision relative à l'autorisation

En cas de décision positive, le demandeur obtient une autorisation mentionnant :

- la nature des produits ou services qu'il est autorisé à vendre ;
- le(s) lieu(x) dans le(s)quel(s) il peut vendre ;
- la (les) date(s) et la durée de la vente ;
- les éventuelles modalités particulières relatives à l'autorisation.

L'autorisation demandée peut être refusée pour une ou plusieurs des raisons ci-dessous :

- raisons d'ordre public ;
- raisons de santé publique ;
- protection du consommateur ;
- l'activité risque de mettre en péril l'offre commerciale existante.

La Commune motivera cette (ces) raison(s) dans la notification de la décision négative au demandeur et renverra également aux voies de recours.

Article 39 - Conditions en matière d'attribution et d'occupation des emplacements.

Les personnes qui répondent aux conditions d'obtention, prévues à l'article 7 du présent règlement, et d'occupation d'emplacements sur le marché public, prévues à l'article 21, peuvent obtenir et occuper des emplacements sur le domaine public.

Article 40 - Règles d'attribution d'emplacements au jour le jour

L'attribution d'emplacements au jour le jour se déroule selon l'ordre chronologique des demandes et, s'il y a lieu, en fonction du lieu et de la spécialisation sollicités.

Lorsque deux ou plusieurs demandes d'emplacements sont introduites simultanément, l'attribution est déterminée par tirage au sort.

Article 41 - Règles d'attribution par abonnement

Les règles relatives aux marchés publics énoncées dans la section précédente s'appliquent également ici.

Les conditions relatives à la communication des places vacantes, énoncées à l'article 9 §1 du présent règlement, ne sont pas d'application.

Article 42 - Perception

La redevance relative au droit d'usage d'un emplacement sur la voie publique en dehors des marchés publics est payable au plus tard trois jours avant la date ou la période à laquelle elle se rapporte, entre les mains du Receveur communal ou par virement sur le compte de l'Administration Communale.

Le commerçant doit pouvoir présenter une preuve de paiement de la redevance sur simple réquisition d'un agent habilité.

Au cas où le paiement n'est pas enregistré à ladite date ou lorsqu'il se trouve en défaut de pouvoir présenter une preuve de paiement, le titulaire de l'autorisation trimestrielle pourra être privé définitivement du droit d'occuper son emplacement en vertu de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, conformément à la procédure prévue par l'article 16 du présent règlement. Pareille décision sera notifiée au contrevenant par pli recommandé à la poste.

Le contrevenant pourra, dans les cas visés au présent article, être expulsé sur-le-champ de son emplacement sur injonction d'un agent habilité.

Article 43 - Exigence d'identification lors de l'exercice d'activités ambulantes

Toute personne, qui exerce une activité ambulante sur le domaine public doit s'identifier, si elle exerce son activité à partir d'un étal ou d'un véhicule, au moyen d'un panneau lisible, placé ostensiblement sur celui-ci. Ce panneau doit également être installé par les préposés lorsqu'ils travaillent seuls.

Le panneau comporte les mentions suivantes :

1° soit le nom, le prénom de la personne qui exerce une activité ambulante en personne physique pour son propre compte ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ; soit le nom, le prénom de la personne qui assume la responsabilité journalière de la personne morale ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ;

2° la raison sociale de l'entreprise et/ou sa dénomination commerciale ;

3° selon le cas, la commune du siège social ou du siège d'exploitation de l'entreprise et si le siège de l'entreprise n'est pas situé en Belgique, le pays et la commune dans lesquels il est situé ;

4° le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises (ou l'identification qui en tient lieu, lorsque l'entreprise est étrangère).

Toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350 Euro.

Article 44 - Activités déambulatoires

L'exercice d'activités ambulantes dites « déambulatoires » sur la voie publique est soumis à une autorisation préalable délivrée par la Commune, dans les conditions prévues aux articles 37 à 43 du présent règlement.

Article 45 - Début, tenue et fin des activités ambulantes sur le domaine public en dehors des

marchés publics.

Les articles 25 à 36 inclus du présent règlement sont applicables à la présente section.

Section 2 : Les marchés privés - Dispositions générales applicables aux activités ambulantes sur le domaine privé.

Article 46 - Champs d'application

Toute activité ambulante exercée sur le domaine privé doit faire l'objet d'une autorisation préalable de la Commune.

Est considéré comme faisant partie du domaine privé pour les besoins du présent règlement, tout lieu ne rentrant pas dans la définition du domaine public reprise à l'article 37 du présent règlement, en ce compris les parkings commerciaux et les lieux jouxtant la voie publique au sens de l'article 10bis de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines.

Outre l'expulsion immédiate du contrevenant et la fermeture des installations illégales, toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350 Euro.

Article 47 - Autorisation préalable

L'article 37 du présent règlement est d'application pour la présente section.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

Article 48 - Compétence du placier

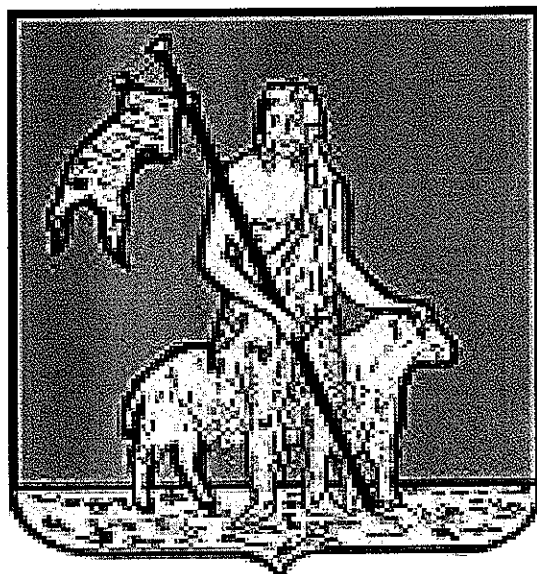
Le placier a notamment le pouvoir de contrôler les documents démontrant l'autorisation et l'identité des personnes qui exercent une activité ambulante.

Art. 49 - Entrée en vigueur du présent règlement

Le présent règlement est envoyé au Ministre des Classes moyennes dans le mois qui suit son adoption et entre en vigueur le cinquième jour suivant sa publication.

COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN

GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK.



REGLEMENT BETREFFENDE DE
AMBULANTE ACTIVITEITEN –
MARKTEN.

GEMEENTE RAAD VAN 24 JUNI 2015

REGLEMENT BETREFFENDE DE AMBULANTE ACTIVITEITEN- MARKTEN

Art. 1 – Deze titel van dit reglement regelt een zaak die beoogd wordt door artikelen 117 en 119bis van de Nieuwe Gemeentewet, de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten en het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten.

HOOFDSTUK I: ALGEMENE BEPALINGEN

Art. 2 – Organisatie van ambulante activiteiten

De uitoefening van gelijk welke ambulante activiteit op het openbaar domein, alsook de organisatie van gelijk welke ambulante activiteit op privé-domein, is onderworpen aan de voorafgaande toelating van de Gemeente volgens de regels die in dit hoofdstuk opgenomen zijn. De Gemeente kan, vooraleer een ambulante activiteit op het openbaar domein of het privé-domein toe te laten, een voorafgaandelijk en niet-bindend advies vragen aan een gespecialiseerd persoon op het gebied van de specificiteit van de markt waarvoor een toelatingsaanvraag werd gericht tot de gemeente en dit ten einde te verzekeren dat de producten die te koop zullen aangeboden worden door de aanvrager wel degelijk overeenkomen met het onderwerp van de aangevraagde markt.

Geen enkele ambulante activiteit mag worden georganiseerd of uitgeoefend in de parken, openbare tuinen, pleinen of speelterreinen, behalve met de uitzonderlijke toelating van het College van Burgemeester en Schepenen.

De uitoefening en de organisatie van een ambulante activiteit mogen worden toegestaan in de buurt ervan, mits naleving van de regels voor het automobielerkeer en voor zover ze de veiligheid en de vrije doorgang van de voetgangers niet in het gedrang brengen.

Naast de sluiting van de illegale installaties, zal elke overtreding van dit artikel bestraft worden met een administratieve boete van maximum € 350.

Art. 3 – Voorwaarden voor de uitoefening

Om op het Gemeentelijk grondgebied een ambulante activiteit uit te oefenen die door dit reglement geregeld wordt, is het nodig:

- te beschikken over een ondernemingsnummer dat, in voorkomend geval, aan een actief BTW-nummer gekoppeld is;
- te beschikken over een vergunning voor ambulante activiteiten die door de Federale Overheidsdienst of door het bevoegd ondernemingsloket uitgereikt wordt, behalve in de gevallen die door de wet vrijgesteld zijn;
- te beschikken over een registratie, een erkenning of een toelating van het FAVV wanneer het type activiteit dit vereist, en/of de instemming van de brandweerdiensten; nadat voorgaande voorwaarden vervuld werden, een vergunning van de Gemeente ;
- te verkrijgen die uitgereikt wordt volgens de procedures die in de volgende afdelingen beschreven worden.

Indien dit artikel overtreden wordt, zal, bovenop de oplegging van een administratieve boete van maximum 350 Euro, overgegaan worden tot de verwijdering van de overtreder van de markt of van de plaats die op de openbare weg toegewezen werd, en het College van Burgemeester en Schepenen zal mogen beslissen over de tijdelijke of definitieve intrekking van de vergunning van de Gemeente.

HOOFDSTUK II: ORGANISATIE VAN AMBULANTE ACTIVITEITEN OP DE OPENBARE MARKTEN

Afdeling 1: Algemene bepalingen die van toepassing zijn op de openbare markten

Art. 4 – Organisatie van markten op de openbare weg

Onverminderd het gemeentelijk reglement dat ter zake van toepassing is, is het verboden een markt op te stellen, te organiseren of uit te baten, tenzij op de plaatsen, dagen en uren die door de Gemeenteraad aangeduid worden.

Deze markten mogen het voorwerp uitmaken van overdracht van overheidsdiensten die door de Gemeenteraad goedgekeurd worden.

Naast de sluiting van de illegale installaties, zal elke overtreding van dit artikel bestraft worden met een administratieve boete van maximum 350 Euro.

Als de illegale installatie toebehoort aan de houder van een abonnement voor een plaats op een markt of op de openbare weg, mag dit abonnement bovendien eveneens opgeschort worden mits naleving van de regels die voorzien zijn in artikel 16 van dit reglement.

Art. 5 – Markten die overgedragen worden

De concessiehouder(s) mag / mogen:

- afwijkingen aanbrengen aan artikelen 7, laatste lid, 8, 9, §3, 10, 12 en 13 enkel wat betreft de duur en de frequentie van de inning van de abonnementen, en 24 §1 van dit reglement;
- een arbitragesysteem voorzien.

Deze afwijkingen zullen pas in werking treden nadat de Gemeenteraad zijn akkoord gegeven heeft en nadat de formaliteiten inzake bekendmaking vervuld zijn.

Ze zullen op dezelfde manier bekendgemaakt worden als dit reglement.

Art. 6 – Gegevens van de openbare markten

De Gemeente organiseert de volgende openbare markten op het openbaar domein :

1. Zondagmarkt :

Plaats: de ophoging van de Gemeentepplaats;

Uren: van 15 maart tot 31 oktober : tussen 10u en 17u
van 1 november tot 14 maart : tussen 10u en 16u.

Specialisatie: gemengd, specialisatie per zone, uitzondering voor straathandelaars;

Plan van de standplaatsen: een plan van de markt mag worden geraadpleegd bij de Gemeentelijke dienst voor de markten, met het onderscheid tussen de standplaatsen die gebruikt kunnen worden voor

de uitoefening van handelspraktijken inzake voedingswaren en niet-voedingswaren;

2. Dinsdagmarkt:

Plaats: Hertogin van Brabantplaats, met uitbreiding naar de Isidoor Teirlinckstraat;

Uren: tussen 8 tot 13u30;

Specialisatie: gemengd, specialisatie per zone, uitzondering voor straathandelaars;

Plan van de standplaatsen: een plan van de markt mag worden geraadpleegd bij de Gemeentelijke dienst voor de markten ;

3. Donderdagmarkt:

Plaats: Gemeenteplaats, Graaf van Vlaanderenstraat van het Sint-Jan-Baptistvoorplein tot de Gemeenteplaats ; Sint-Mariastraat ; Toekomststraat tussen het Sint-Jan-Baptistvoorplein en de Voorspoedstraat ; rond het Sint-Jan-Baptistvoorplein ; Briefdragerstraat; Bonneviestraat, rond de Sint-Jan-Baptistkerk;

Uren: tussen 8 tot 13u30;

Specialisatie: gemengd, specialisatie per zone, uitzondering voor straathandelaars;

Plan van de standplaatsen: een plan van de markt mag worden geraadpleegd bij de Gemeentelijke dienst voor de markten ;

Het College of de concessiehouder mogen bepaalde marktzones voorbehouden voor de verkoop van specifieke producten.

De Burgemeester zal, bij werken van openbaar nut, rampen en andere uitzonderlijke omstandigheden, hetzij één of meer markten tijdelijk mogen verplaatsen of opheffen, hetzij een bepaald aantal kramen mogen verplaatsen, hetzij de bijzondere toegangsuren van iedere markt mogen wijzigen en dit voor een tijdelijke tijdspanne ook.

De toepassing van zulke maatregelen zal geen aanleiding tot enige vergoeding mogen geven voor de marskramer.

Art. 7 – Voorwaarden betreffende de toewijzing van standplaatsen

Een standplaats op de openbare markt mag enkel toegewezen worden aan:

- natuurlijke personen die voor eigen rekening een ambulante activiteit uitoefenen en die houder zijn van een “machtiging als werkgever”;
- rechtspersonen die dezelfde activiteit uitoefenen. De standplaatsen zijn toegewezen aan de tussenkomst van een persoon die verantwoordelijk is voor het dagelijks beheer van de maatschappij die houder is van de “machtiging als werkgever”.

De standplaatsen mogen occasioneel worden toegewezen aan personen die verkopen zonder commerciële aard organiseren, welke personen bedoeld zijn in artikel 7 van koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten.

Om de verscheidenheid van het aanbod te garanderen, is het aantal standplaatsen per natuurlijke persoon en/of rechtspersoon beperkt tot 1.

Art. 8 – Verhouding van de toewijzing

De standplaatsen op de openbare markt worden toegewezen:

- a) hetzij via een abonnement (maximum 95% van het totaal aantal standplaatsen)
- b) hetzij van dag tot dag (minimum 5% van het totaal aantal standplaatsen)

Onder de standplaatsen die via een abonnement toegewezen moeten worden, wordt voorrang gegeven aan standwerkers, ten beloop van 5% van het totaal aantal standplaatsen op de markt.

Art. 9 – Regels voor de toewijzing van standplaatsen via een abonnement op de openbare markten

§1. Leegstand en kandidatuur standplaats via een abonnement

Wanneer een standplaats dat via een abonnement toegewezen moet worden, leegstaat, wordt deze leegstand aangekondigd via de bekendmaking van een bericht dat aangeplakt wordt op het Gemeentelijk informatiebord, via de website van de Gemeente en via de lokale pers.

Kandidaturen mogen worden ingediend ten gevolge van een bericht van leegstand of op gelijk welk ander tijdstip.

Kandidaturen worden ingediend volgens de voorschriften die voorzien zijn in artikel 30, §1, 2^{de} lid van het bovenvermeld KB van 24 september 2006 en binnen de termijn die in het bericht van leegstand voorzien is. Overigens moeten ze de volgende vermeldingen en documenten bevatten:

1° de naam, de voornaam en het adres van de persoon door of via wie de aanvraag ingediend wordt;

2° indien van toepassing: de handelsnaam van de rechtspersoon aan wie de standplaats toegewezen zal worden en het adres van haar maatschappelijke zetel;

3° het ondernemingsnummer, bedoeld in artikel 3 van dit reglement, van de natuurlijke persoon of van de rechtspersoon voor wie de aanvraag ingediend wordt;

4° een kopie van de toelating voor de ambulante activiteit die door de Federale Overheidsdienst of het bevoegde ondernemingsloket afgeleverd werd en, wanneer het type activiteit dit vereist, een kopie van de inschrijving, van de erkenning of van de toelating van het FAVV en/of van de instemming van de brandweerdiensten, die bedoeld zijn in hetzelfde artikel 3 en betreffende de natuurlijke persoon of rechtspersoon voor wie de aanvraag ingediend wordt;

5° het type product dat verkocht wordt en de installaties die voor de verkoop gebruikt moeten worden.

De kandidaturen waarin deze criteria niet nageleefd worden, worden niet weerhouden.

§2. Register van de kandidaturen

Alle kandidaturen worden opgetekend in een register naargelang ze binnenkomen.

Overeenkomstig de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en Gemeenten, mag dit register steeds geraadpleegd worden bij de Gemeentelijke dienst voor de markten of bij de concessiehouder.

De kandidaturen blijven geldig zolang ze niet ingevuld zijn of zolang ze niet door hun auteur ingetrokken worden, op voorwaarde dat de kandidaten die in het register opgenomen zijn, jaarlijks op de verjaardatum van de indiening van hun kandidatuur, deze laatste bevestigen, om in het register te blijven.

§3. Volgorde van toewijzing van de standplaatsen

Indien een standplaats via een abonnement leegstaat, worden de kandidaturen, met het oog op de toewijzing van de standplaats, als volgt in het register geklasseerd:

1° aan de standwerkers, in die mate waarin ze geen 5% van het totaal aantal standplaatsen innemen, rekening houdend met hun mogelijke specialisatie;

2° aan de andere kandidaten dan de standwerkers, bij voorrang in de volgorde die hieronder vastgesteld is:

- a) aan de personen die een standplaats vragen ten gevolge van de afschaffing van de plaats die ze bezetten op een van de markten van de Gemeente of waaraan de Gemeente een vooropzeg betekend heeft wegens de definitieve afschaffing van de markt of van een deel van de standplaatsen;
- b) aan de personen die een wijziging van de afmetingen van hun standplaats vragen; deze standplaats mag in geen geval breder zijn dan 12m, met uitzondering van de voertuigen die als uitstalling gebruikt kunnen worden;
- c) aan de personen die een geografische verandering van hun standplaats vragen;
- d) aan externe kandidaten;

In elk van de vier bovenstaande categorieën, worden de kandidaturen bij voorrang geklasseerd volgens de standplaats en de specialisatie die aangevraagd worden en, in voorkomend geval, volgens de datum.

Wanneer twee of meerdere aanvragen, die tot dezelfde categorie behoren, gelijktijdig ingediend worden, wordt de volgorde van voorkeur als volgt bepaald:

- a) behoudens de categorie van de externe kandidaten, wordt er voorrang gegeven aan de aanvrager die het meeste anciënniteit heeft op de markten van de Gemeente; wanneer de anciënniteit niet vergeleken kan worden, wordt de voorrang via loting bepaald;
- b) voor externe kandidaten wordt de voorrang via loting bepaald.

De kandidaturen zijn slechts een jaar geldig en moeten, om in het register te blijven, elk jaar door de kandidaten bevestigd worden op de verjaardatum van de indiening van hun kandidatuur.

§4. Bekendmaking van de toewijzing van de standplaatsen via een abonnement

De toewijzing van de standplaats wordt aan de aanvrager bekendgemaakt:

- hetzij via een ter post aangetekend schrijven, met ontvangstbewijs;
- hetzij via een brief die van hand tot hand overhandigd wordt, tegen ontvangstbewijs;
- hetzij via elektronische post, met ontvangstbewijs.

Wanneer de toewijzing van een standplaats bekendgemaakt wordt, heeft de persoon die recht heeft op het abonnement, 15 dagen tijd om het te komen afhalen. Na deze termijn wordt de beslissing om de standplaats toe te wijzen, nietig verklaard, en de standplaats zal dan aan een nieuwe toewijzingsprocedure onderworpen worden, behoudens een bewijs dat zo snel mogelijk aan de Gemeentelijke dienst voor de markten of aan de concessiehouder bezorgd wordt.

§5. Het register van de standplaatsen die via een abonnement toegewezen worden

Een plan of register wordt gehouden en vermeldt voor elke standplaats die via een abonnement toegewezen wordt:

- de naam, de voornaam en het adres van de persoon aan wie of via wie de standplaats toegewezen wordt;
- indien van toepassing: de handelsnaam van de rechtspersoon aan wie de standplaats toegewezen wordt en het adres van de maatschappelijke zetel;
- het ondernemingsnummer;
- de producten en/of dienstverleningen die te koop aangeboden worden;
- indien van toepassing: de hoedanigheid van de standwerker;
- de datum van de toewijzing van de standplaats;
- als de activiteit seizoensgebonden is, de activiteitenperiode;
- de prijs van de standplaats, behalve als deze eenvormig vastgesteld is;
- indien van toepassing: de naam en het adres van de overdrager en de datum van de overdracht.

Overeenkomstig de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en Gemeenten en de Ordonnantie van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur, mag dit register steeds geraadpleegd worden bij de Gemeentelijke dienst voor de markten of bij de concessiehouder.

Art. 10 – Regels voor de toewijzing van standplaatsen van dag tot dag

Op donderdag worden de standplaatsen die van dag tot dag toegewezen worden, willekeurig geloot, in voorkomend geval per specialisatie.

Op dinsdag en zondag worden de standplaatsen toegewezen in chronologische volgorde van aankomst, in voorkomend geval per specialisatie. In geval van betwisting tussen twee handelaars, wordt de standplaats via loting toegewezen.

De houder van de machtiging als werkgever moet aanwezig zijn bij de toewijzing van de standplaats.

De vergoeding dient de dag zelf betaald te worden voor het gebruiksrecht betreffende de standplaats, door deze handelaars in handen van de Gemeenteagent die samenwerkt met de dienst voor de markten of van de concessiehouder. Dit recht geldt slechts voor één enkele dag.

Art. 11 – Eis van de identificatie in geval van de uitoefening van ambulante activiteiten op de openbare markt

Al wie een ambulante activiteit op de openbare markt uitoefent, moet, als de activiteit uitgeoefend wordt vanuit een uitstalling of een voertuig, zich identificeren door middel van een leesbaar bord, dat goed zichtbaar op de uitstalling of op het voertuig geplaatst wordt. Dit bord moet eveneens door de helpers geïnstalleerd worden wanneer ze alleen werken.

Het bord moet het volgende vermelden:

1. hetzij de naam en voornaam van de persoon die een ambulante activiteit uitoefent als een natuurlijke persoon, voor eigen rekening, voor wiens rekening of ten dienste van wie de activiteit uitgeoefend wordt; hetzij de naam en voornaam van de persoon die de dagelijkse verantwoordelijkheid van de rechtspersoon op zich neemt of voor wiens rekening of ten dienste van wie de activiteit uitgeoefend wordt;

2. de handelsnaam van de onderneming en/of haar handelsbenaming;
3. naargelang het geval, de Gemeente van de maatschappelijke zetel of van de exploitatiezetel van de onderneming, en als de zetel van de onderneming niet in België gelegen is, het land en de Gemeente waarin het gelegen is;
4. het inschrijvingsnummer bij de Kruispuntenbank van de Ondernemingen (of de overeenstemmende identificatie als de onderneming in het buitenland gevestigd is).

Elke overtreding van dit artikel zal bestraft worden met een administratieve boete van maximum 350 Euro.

Art. 12 – Duur van het abonnement

De abonnementen worden toegewezen voor een duur van drie maanden.

Wanneer deze duur verstrijkt, worden de abonnementen stilzwijgend verlengd, behoudens tegenstrijdige bepaling van de aanvrager en behoudens een intrekking die via aangetekend schrijven betekend wordt door het Gemeentebestuur in de gevallen die in artikelen 14 en 16 van dit reglement bepaald zijn.

Art. 13 – Inning

De driemaandelijke abonnementen moeten betaald worden voor het lopende trimester, met inbegrip van de gevallen van opschorting die in artikel 16 van dit reglement voorzien zijn.

Ze moeten betaald worden ten laatste de twintigste van de maand die voorafgaat aan het trimester waarop ze betrekking hebben, in handen van de Gemeenteontvanger of via overschrijving op de rekening van het Gemeentebestuur.

Indien de betaling niet op diezelfde datum geregistreerd wordt, zal de houder van het abonnement definitief het recht kunnen verliezen om zijn standplaats te bezetten krachtens de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen, volgens de voorwaarden die in artikel 16 van dit reglement voorzien zijn.

In dit geval, mag de overtreder op staande voet van zijn standplaats verwijderd worden, op bevel van een bevoegd agent of van de concessiehouder.

Art. 14 – Opschorting van het abonnement door de houder ervan

De houder van het abonnement mag dit opschorten wanneer hij voor een periode van minstens een maand ongeschikt is om zijn activiteit uit te oefenen:

- voor een ziekte of een ongeval dat met een medisch getuigschrift gestaafd wordt ;
- voor een geval van overmacht, dat naar behoren aangetoond wordt.

De opschorting vangt aan op de dag waarop de Gemeente of de concessiehouder geïnformeerd wordt over de ongeschiktheid en loopt ten einde ten laatste vijf dagen na de melding van de hervatting van de activiteiten. De houder van het abonnement krijgt zijn standplaats terug op het einde van de opschorting.

Tijdens de periode van opschorting, gebeurt de toewijzing van dag tot dag.

Art. 15 – Opzegging van het abonnement

De houder van het abonnement mag dit opzeggen:

- wanneer hij zich bevindt in een van de gevallen van tijdelijke opschorting die voorzien zijn in artikel 14 van dit reglement, wanneer het abonnement vervalt, mits een vooropzeg van minstens 30 dagen ;
- wanneer het abonnement vervalt, mits een vooropzeg van minstens 30 dagen ;
- wanneer zijn ambulante activiteiten stopgezet worden, mits een vooropzeg van minstens 30 dagen ;
- wanneer hij definitief ongeschikt is om zijn activiteit uit te oefenen wegens ziekte of ongeval, dat gestaafd wordt met een medisch getuigschrift of voor een geval van overmacht dat naar behoren aangetoond wordt. In dit geval is er geen enkele vooropzeg voorzien.

De rechthebbenden van de natuurlijke persoon die haar activiteit voor eigen rekening uitoefent, mogen, wanneer deze persoon overlijdt, zonder vooropzeg het abonnement waarvan deze laatste houder was, opzeggen.

De aanvragen tot opschorting, de overname en de opzeg van een abonnement worden kenbaar gemaakt volgens één van de onderstaande modaliteiten:

- via een ter post aangetekende brief, met ontvangstbewijs ;
- via een brief die van hand tot hand overhandigd wordt, tegen ontvangstbewijs ;
- op een duurzame drager (fax, e-mail), tegen ontvangstbewijs.
-

Art. 16 – Opschorting en intrekking van het abonnement

§1. Het abonnement mag opgeschort worden door het College van Burgemeester en Schepenen of door de concessiehouder in de volgende gevallen, na de houder van het abonnement een waarschuwing gestuurd te hebben en hem de mogelijkheid geboden te hebben om gehoord te worden:

- bij afwezigheid gedurende vier opeenvolgende weken zonder de marktmeester hierover voorafgaandelijk of tijdens de eerste week van zijn afwezigheid ingelicht te hebben ;
- bij overtreding van artikelen 3 (voorwaarden voor de uitoefening), 4 (organisatie van een markt buiten de daartoe voorziene plaatsen), 18 (verandering van de verkoopsartikels), 21 (bezetting van de standplaatsen), 28 (veiligheid), 30 (hygiëne) en 35 (openbare orde en goede zeden) van dit reglement ;
- bij herhaling van de overtreding van artikel 26 (standplaats) van dit reglement ;
- bij een gewone overtreding van dit reglement ;
- in geval van niet-naleving van de bevelen van de marktmeester, de concessiehouder of zijn helper, of van een bevoegd agent.

Indien de overtreding van een van deze punten herhaald wordt, zal het College van Burgemeester en Schepenen of de concessiehouder mogen beslissen om het abonnement in te trekken, volgens de voorwaarden die in dit artikel voorzien zijn.

§2. Het abonnement mag ingetrokken worden door het College van Burgemeester en Schepenen of door de concessiehouder in de volgende gevallen, na de houder van het abonnement een waarschuwing gestuurd te hebben en hem de mogelijkheid geboden te hebben om gehoord te worden :

- ingeval van overtreding van artikel 13 (niet-betaling van de vergoeding), 22 (overdracht van de standplaats), 23 §1 (onderverhuring), 29 (netheid) en 35 (openbare orde en goede zeden);
- in de gevallen van herhaling die in de voorgaande paragraaf voorzien zijn.

§3. De beslissing tot opschorting of intrekking wordt via een ter post aangetekend schrijven bekendgemaakt, met ontvangstbewijs, of op een duurzame drager tegen ontvangstbewijs.

Art. 17 – Opschorting in het kader van de seizoensgebonden ambulante activiteiten

Een seizoensgebonden activiteit is in het algemeen een activiteit die betrekking heeft op producten of dienstverleningen die, vanwege hun aard of traditioneel, slechts verkocht worden tijdens een bepaalde periode van het jaar.

De abonnementen die toegewezen worden voor de uitoefening van bovenvermelde activiteiten worden opgeschort voor de duur van de periode van non-activiteit.

Tijdens de periode van non-activiteit, worden deze standplaatsen van dag tot dag toegewezen.

Art. 18 – Verandering van verkoopartikels

De verkoop, al is deze maar tijdelijk, van een ander verkoopartikel dan dat waarvoor de standplaats toegewezen werd, is verboden.

Elke houder van een vergunning van de Gemeente die van verkoopartikel wenst te veranderen, voor zover dit ander artikel niet uitgesloten wordt door de machtiging als werkgever, moet hier voorafgaandelijk de toelating voor vragen aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Als zijn verzoek ingewilligd wordt, moet betrokkene een mogelijke mutatie van standplaats aanvaarden.

Naast de oplegging van een administratieve boete van maximum 350 Euro, mag, in geval van overtreding van deze bepalingen, het abonnement opgeschort worden volgens de regels die voorzien zijn in artikel 16 van dit reglement.

Art. 19 – Ongewettigde afwezigheid op een bepaald tijdstip en laattijdige aankomst

Geen enkele vergoeding mag worden geëist wanneer ingeval van afwezigheid die niet aan de Gemeente of aan de concessiehouder gemeld wordt, of ingeval van laattijdige aankomst (na 7u30), de standplaats via een abonnement toegewezen wordt volgens de procedure die in artikel 10 van dit reglement voorzien is.

Art. 20 – Vooropzeg die door de Gemeente betekend wordt

Ingeval van definitieve opschorting van het evenement of van een deel van de standplaats, wordt een opzeggingstermijn van een jaar toegepast voor de houders van een standplaats. Deze personen krijgen voorrang bij de toewijzing van een leegstaande standplaats via een abonnement.

Art. 21 – Bezetting van de standplaatsen

§1. De standplaatsen op de openbare markt mogen bezet worden :

1° a) door natuurlijke personen die voor eigen rekening een ambulante activiteit uitoefenen en voor houders van een “machtiging als werkgever”, aan wie een standplaats toegewezen wordt;

b) door de verantwoordelijke voor het dagelijks beheer van een rechtspersoon aan wie de standplaats toegewezen wordt en die houder is van een “machtiging als werkgever”;

2° door de feitelijke verenigingen van de natuurlijke persoon aan wie de standplaats toegewezen wordt en die houder is van een “machtiging als werkgever” voor de uitoefening van een ambulante activiteit voor eigen rekening ;

3° door de echtgenoot / echtgenote of de wettelijke samenwonende partner van de natuurlijke persoon aan wie de standplaats toegewezen wordt en die houder is van een “machtiging als werkgever”, voor de uitoefening van een ambulante activiteit voor eigen rekening ;

4° door de standwerker die houder is van een “machtiging als werkgever”, aan wie het recht van tijdelijk gebruik van de standplaats onderverhuurd werd overeenkomstig de bepalingen van artikel 35 van bovenvermeld KB van 24 september 2006 alsook door de standwerker die houder is van een “vergunning van helper A en B”, die een ambulante activiteit uitoefent voor rekening van of ten dienste van de persoon aan wie de standplaats toegewezen of onderverhuurd werd ;

5° door de personen die houder zijn van een “machtiging van helper A” of van een “machtiging van helper B”, die een ambulante activiteit uitoefenen voor rekening van of ten dienste van de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die bedoeld wordt in punten 1° tot 3°;

6° personen die verkopen zonder commerciële aard verwezenlijken in het kader van de acties die bedoeld zijn in artikel 7 van bovenvermeld KB van 24 september 2006, mogen de standplaats bezetten die toegewezen wordt aan de persoon die verantwoordelijk is voor de actie. In voorkomend geval mogen ze deze bezetten wanneer deze persoon afwezig is.

§2. De personen die opgesomd worden in punten 1° b) tot 5°, mogen de standplaats bezetten die aan de natuurlijke persoon of rechtspersoon toegewezen of onderverhuurd werd, voor rekening van of ten dienste van de dienst waarvan ze de activiteit uitoefenen, bij afwezigheid van de persoon aan wie of via wie de standplaats toegewezen of onderverhuurd wordt.

§3. De houder van het abonnement – ongeacht of deze een natuurlijke persoon of een rechtspersoon is, zal de Gemeentelijke dienst voor de markten of de concessiehouder de identiteit en het statuut meedelen van de personen die bedoeld zijn in §1 alsook, in voorkomend geval, een kopie van hun machtiging als werkgever of als helper. Ze zal ze voorafgaandelijk elke verandering melden die later in dit verband optreedt, binnen de 15 dagen en via een ter post aangetekend schrijven.

Naast de mogelijke oplegging van een administratieve boete van maximum 350 Euro, zal het abonnement ingeval van overtreding van dit artikel onmiddellijk opgeschort worden voor een periode van 3 weken.

Art. 22 – Overdracht van een standplaats

§1. De overdracht van de standplaats is volgens de volgende voorwaarden toegelaten:

1° wanneer de houder van een standplaats zijn ambulante activiteiten in de hoedanigheid van natuurlijke persoon stopzet of wanneer hij overlijdt, of wanneer de rechtspersoon zijn ambulante activiteiten stopzet. Ingeval van stopzetting, moeten de overdrager of zijn rechthebbenden een document bezorgen dat als bewijs dient voor de schrapping van zijn ambulante activiteit bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;

2° voor zover:

- de overnemer(s) in het bezit is (zijn) van de machtiging als werkgever voor ambulante activiteiten en dat hij / ze de specialisatie voortzet van de overdrager op elke overgedragen standplaats, voor

zover de Gemeente of de concessiehouder een verandering van specialisatie toelaat; in welk geval de overnemer(s) zal / zullen moeten beschikken over de toelating voor ambulante activiteiten om de specialisatie(s) uit te oefenen die door de Gemeente of de concessiehouder toegelaten is / zijn ;

- de onderneming van de overnemer(s) ten gevolge van de herneming niet beschikt over meer dan een standplaats in de perimeter van de markt.

§2. In afwijking van §1,1° is de overdracht van een standplaats / standplaatsen toegelaten tussen:

- a) echtgenoten, ingeval van feitelijke scheiding,
- b) echtgenoten, ingeval van lichamelijke scheiding,
- c) echtgenoten, ingeval van scheiding,
- d) wettelijke samenwonenden, op het einde van hun wettelijk samenlevingstermijn

op voorwaarde dat:

- a) de overdrager of de overnemer de Gemeente of de concessiehouder een document voorlegt dat getuigt van de situatie die in § 2 vermeld wordt;
- b) de overnemer voldoet aan de voorwaarden die vermeld zijn in §1, 2°.

De overdracht is geldig voor de resterende geldigheidsduur van het abonnement van de overdrager. In geval van overdracht, wordt het abonnement eveneens stilzwijgend verlengd.

§3. Ingeval van overtreding van dit artikel, kan de houder van het abonnement zijn bezettingsrecht verliezen volgens de procedure die in artikel 16 voorzien is van dit reglement.

Art. 23 – Onderverhuring en standwerkers

§1. Elke volledige of gedeeltelijke onderverhuring van een standplaats die per abonnement of voor een bepaalde periode, aan derden toegewezen wordt, is verboden, met uitzondering van de bepalingen die in de volgende paragraaf voorzien zijn.

Naast de mogelijke oplegging van een administratieve boete van maximum 350 Euro, zal het abonnement ingeval van overtreding van dit artikel opgeschort kunnen worden voor een periode van 3 weken volgens de regels die in artikel 16 van dit reglement voorzien zijn.

§2. De standwerkers, die een abonnement voor een standplaats verkregen hebben, mogen hun tijdelijk gebruiksrecht over deze standplaats aan andere standwerkers onderverhuren:

- hetzij rechtstreeks aan een andere standwerker ;
- hetzij via een vereniging, voor zover :
 - de onderverhuring openstaat voor alle standwerkers, zonder discriminatie ;
 - ze het gebruiksrecht op de standplaats via loting toewijst ;
 - ze aan de Gemeente via loting de lijst mededeelt van de standwerkers die dit gebruiksrecht verkregen hebben.

Elke overtreding van deze paragraaf zal bestraft worden met een administratieve boete van maximum 350 Euro.

De prijs van de onderverhuring mag niet hoger zijn dan het deel van de prijs van het abonnement voor de duur van de onderverhuring.

Art. 24 - Uren van de markt

§1. De marktkramen, uitstallingen en winkelvrachtwagens moeten worden geïnstalleerd:

- tussen 6u en 7u30 voor de houders van abonnementen ;
- tussen 7u30 en 8u30 voor de occasionele handelaars.

§2. De verkoop begint vanaf 8u en stopt ten laatste om 13u30. Buiten deze uren, is de verkoop verboden.

§3. De voertuigen die materiaal en goederen aanvoeren, mogen slechts op de markt blijven zolang nodig is voor het laden en lossen. Deze moeten onafgebroken gebeuren voor en na het uur dat vastgesteld is voor de opening en de sluiting van de markt (tussen 8u en 13u30), uitgezonderd voor occasionele handelaars binnen de perken die in § 1 voorzien zijn.

Het is verboden op marktdagen de voertuigen te lossen voor 6 uur 's ochtends. De bestuurders van deze voertuigen moeten ze parkeren buiten de zone die voorbehouden is voor de markt, overeenkomstig de bepalingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (K.B. van 1 december 1975). Overigens moeten ze de rijrichting naleven en zich schikken naar de bepalingen van het vornoemde algemeen reglement op de politie van het wegverkeer .

Het parkeren van andere voertuigen dan de winkelvrachtwagens die van een vergunning voorzien zijn, is verboden tussen 5u en 16u in de perimeter van de markten.

§4. De handelaars mogen de markt niet verlaten voor het officiële einde van de verkoop; een afwijking mag worden toegestaan voor buitengewone omstandigheden, door de Gemeentelijke dienst voor de markten of door de concessiehouder.

§5. Elke overtreding van dit artikel zal bestraft worden met een administratieve boete van maximum 350 Euro.

Art. 25 – Verkeer op het marktplein

Alle verkeer is verboden tussen 8 en 13u30 in de perimeter van de wekelijkse markt op dinsdag, donderdag en zondag, behoudens een interventie van de hulpdiensten en met uitzondering van de occasionele handelaars, binnen de perken die in artikel 24 van dit reglement voorzien zijn.

Elke overtreding van dit artikel zal bestraft worden met een administratieve boete van maximum 350 Euro.

Art. 26 – Standplaatsen

§1. Voor de installatie van hun goederen, moeten de handelaars zich schikken naar de instructies van de ambtenaren van het Gemeentebestuur.

Ze moeten gelijk wanneer de afbakeningen van de bodemmarkering naleven waardoor hun standplaats afgebakend wordt. Deze mag in geen geval een breedte van 12m overschrijden, met uitzondering van voertuigen die als uitstalling gebruikt kunnen worden.

§2. Voor de installatie van de marktkramen of voor gelijk welke andere reden, is het verboden:

- wat dan ook (kabels, paaltjes, haken...) in de grond, op de wegbedekking of op de marktpleinen te slaan of aan het straatmeubilair op te hangen ;

- er gelijk welke markeringen op aan te brengen.

§3. Er mogen geen goederen buiten de standplaatsen worden uitgesteld. Hetzelfde geldt voor de systemen voor de verankering van de tenten, de uitstekende delen van de schragen, de reclameborden, de voertuigen, de afvalstoffen en andere voorwerpen die de handelaars toebehoren.

§4. Elke overtreding van dit artikel zal bestraft worden met een administratieve boete van maximum 350 Euro. Indien deze bepaling opnieuw overtreden wordt binnen de twaalf maanden die volgen op de oplegging van de sanctie, mag het abonnement opgeschort worden overeenkomstig de procedure die in artikel 16 van dit reglement voorzien is.

Art. 27 – Installaties

Het materiaal dat door de straathandelaars gebruikt wordt, moet aangepast zijn aan de organisatie van een markt en alle garanties inzake stevigheid bieden, om weerstand te bieden tegen het slecht weer, massabewegingen en andere incidenten die inherent zijn aan openbare markten.

De verkoop van op de voertuigen is verboden. Er mag echter een uitzondering worden gemaakt voor voertuigen die speciaal als uitstallingen ingericht zijn als hun afmetingen verenigbaar zijn met die van de standplaatsen die op de markten voorzien zijn.

Elke overtreding van dit artikel zal bestraft worden met een administratieve boete van maximum 350 Euro.

Art. 28 – Veiligheid

§1. De doorgangen tussen de marktkramen, uitstallingen en ander uitgesteld materiaal moeten vrij blijven, om de vlotte doorgang van de voetgangers en hulpvoertuigen mogelijk te maken.

De marktkramen, uitstallingen en ander uitgesteld materiaal moeten zo worden opgesteld dat:

- het weggedeelte een minimale vrije breedte van 4m20 heeft, 8m ingeval van een doodlopend straatje en een minimumhoogte van 2m20 ;
- een doorgang van 1m20 vrij blijft aan de achterkant van de marktkramen wanneer de standplaatsen opgesteld zijn langs de gevels van de bewoners of van de lokale handelaars ;
- dat er dwarsdoorgangen worden ingericht om de 50m maximum voor de sedentaire handelaars en de bewoners.

§2. De mogelijke elektrische kabels die nodig zijn voor de elektrische voeding van de marktkramen, die niet door het Gemeentebestuur geleverd worden, moeten beschermd en gesignaleerd worden op dergelijke wijze dat de veiligheid van de voorbijgangers gevrijwaard wordt. Bovendien moeten ze overeenstemmen met de wetgeving ter zake en minstens eenmaal per maand door een erkende instelling gecontroleerd worden. Een bewijs van deze controle moet kunnen worden voorgelegd op elk verzoek van een bevoegd agent.

De goederen en het materiaal, met inbegrip van de systemen voor de verankering van de tenten, de uitstekende delen van de schragen, de reclameborden, de voertuigen en de elektrische kabels, die de handelaars toebehoren, blijven onder hun volledige verantwoordelijkheid, evenals de schade die ze zouden kunnen veroorzaken. De handelaars zullen er dus op toezien dat ze hiertoe alle nodige beschikkingen treffen.

§3. Elke handelaar zal in zijn markt kraam over een brandblusser moeten beschikken die in goede staat

van werking is en aangepast is aan het type verkochte producten, welke brandblusser minstens een keer per jaar door een erkende instelling gecontroleerd wordt. Een bewijs voor deze controle moet kunnen worden voorgelegd op elk verzoek van een bevoegd agent.

§4. Gasflessen zijn verboden in de perimeteer van de markt, behalve wanneer ze geïnstalleerd zijn op voertuigen die als uitstallingen ingericht kunnen worden en mits naleving van de bijzondere veiligheidsbepalingen die ter zake voorzien zijn.

§5. In geval van overtreding van deze bepaling, mag, naast de mogelijke oplegging van een administratieve boete van maximum 350 Euro, het abonnement opgeschort worden overeenkomstig de procedure die in artikel 16 voorzien is van dit reglement.

Art. 29 – Netheid op de markt

De standplaatsen en hun omgeving moeten volledig proper gehouden worden.

Alle installaties aanwezig op de markt moeten een vuilnisbak bevatten voor de afvalstoffen, het papier en de verpakkingen waarvan de verbruikers zich wensen te ontdoen.

Alle afvalstoffen, alle overschot, al het papier, alle verpakkingen die op de bodem van de standplaats, de omgeving ervan en de doorgangplaatsen liggen, zullen moeten opgeraapt worden door de handelaars, te allen tijde en vooral wanneer ze hun standplaats verlaten; in plastic zakken of recipiënten gestopt worden en door hen verwijderd moeten worden.

Naast de toepassing van een administratieve boete van maximum 350 Euro, moet al wie deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk opnieuw reinigen, zoniet behoudt de Gemeente zich het recht voor dit zelf te doen op kosten en risico van de overtreder.

Indien deze bepaling opnieuw overtreden wordt binnen de twaalf maanden die volgen op de oplegging van de sanctie, mag het abonnement onmiddellijk opgeschort worden voor een periode van 3 weken, overeenkomstig de procedure die in artikel 16 van dit reglement voorzien is.

In elk geval blijven de handelaars verantwoordelijk voor de netheid van hun standplaats en de omgeving ervan alsook voor de schade die door nalatigheden in dit verband veroorzaakt wordt.

Voor wat de reinheid van de bezette standplaats en haar directe omgeving betreft, zal er een plaatsbeschrijving door de verantwoordelijke beambte opgesteld worden en zal deze voor het verlaten van de marktplaats door de handelaar ondertekend worden.

In geval van het niet respecteren van deze verplichting of in het geval van een plaatsbeschrijving die het gebrek aan reinheid vaststelt, zal het bezettingstarief van de standplaats voor het volgende trimester verdubbeld worden.

Art. 30 – Hygiëne

Het is verboden op welke manier dan ook, de hygiëne en houdbaarheid van de voedingswaren die vervoerd worden, te koop aangeboden worden, verkocht worden of verkocht zijn, in het gedrang te brengen.

Het is verboden onderaan de zakken, kratten, manden of andere recipiënten, eetwaren te plaatsen die van een mindere kwaliteit zijn dan die welke aan de klanten te koop aangeboden worden.

Het is eveneens verboden eetwaren die bedorven, slecht of vervalst zijn, of die niet voor consumptie geschikt zijn, te verkopen of te koop aan te bieden.

De handelaars die uitstallen, moeten de hygiënenormen naleven die eigen zijn aan hun beroepen. In geen geval mogen ze zich onttrekken aan de controles die uitgevoerd worden door de ambtenaren of agenten die bevoegd zijn inzake hygiëne en gezondheid van de voeding.

Naast de toepassing van een administratieve boete van maximum 350 Euro, mag het abonnement opgeschort worden volgens de procedure die in artikel 16 van dit reglement voorzien is.

Art. 31 – Verantwoordelijkheid – Verzekering

Het gebruiksrecht dat toegewezen wordt voor de duur van de markt, brengt geen enkele verplichting met zich mee inzake het bijhouden of bewaren van de goederen en de opslag van de handelaars, ten laste van de Gemeente.

De handelaar blijft verantwoordelijk ten opzichte van de Gemeente voor de schade die door zijn fout, zijn nalatigheid of die van zijn personeel aan het straatmeubilair veroorzaakt wordt, met inbegrip van de bomen en andere beplantingen die aanwezig zijn op de openbare weg, aan de gebouwen en openbare uitrustingen alsook aan het materiaal van de concessiehouder.

De handelaars moeten de nodige verzekeringspolissen afsluiten, met name inzake de burgerlijke aansprakelijkheid die hun persoon, hun personeel en hun materiaal dekken.

Art. 32 – Verkoop van dieren

Onverminderd de toepassing van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn van de dieren, de uitstalling, de levering, het te koop aanbieden en de verkoop van levende dieren is verboden in de perimeter van de markt, om welke reden dan ook.

Elke overtreding van dit artikel zal bestraft worden met een administratieve boete van maximum 350 Euro.

Art. 33 – Verwarmings- en kooktoestellen

Het is verboden verwarmings- of kooktoestellen te plaatsen en te gebruiken die gassen of rook zouden kunnen laten ontsnappen.

Elke overtreding van dit artikel zal bestraft worden met een administratieve boete van maximum 350 Euro.

Art. 34 – Geluidshinder

§1. Het is verboden op dergelijke wijze buitensporig lawaai te maken dat dit de andere handelaars, het publiek of de bewoners zou kunnen storen.

§2. Behoudens in de gevallen van de standwerkers en op voorwaarde dat ze met mate gebruikt worden, is het verboden binnen de perimeter van de markt geluidsversterkers te gebruiken.

§3. Onverminderd de toepassing van de ordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de strijd tegen lawaai in een stadsomgeving, zal elke overtreding van dit artikel zal bestraft worden met een administratieve boete van maximum 350 Euro.

Art. 35 – Openbare orde op de markt

§1. Het is verboden de handelsvrijheid te belemmeren en de openbare orde of de goede zeden op welke manier dan ook te verstoren, met inbegrip van de verkoop van producten van pornografische,

racistische of xenofobische aard.

§2. Voorbijgangers aanklampen is verboden op de delen van de markt die voor het verkeer voorbehouden zijn.

§3. De handelaars mogen niet in staat van dronkenschap verkeren, noch onder invloed zijn van verdoovende middelen

§4. Elke overtreding van dit artikel impliceert dat de handelaar onmiddellijk van de markt verwijderd wordt door de politie. De duur van de verwijdering is beperkt tot die van de markt, op de dag van de verwijdering. De politie zal het College van Burgemeester en Schepenen een gemotiveerd verslag opsturen.

Indien deze overtreding herhaald wordt, mag het College van Burgemeester en Schepenen beslissen het abonnement dat aan de handelaar toegewezen werd, op te schorten of in te trekken, en dit overeenkomstig de procedure die in artikel 16 van dit reglement voorzien is.

Art. 36 - Einde van de markt

Tussen 13u30 en 15u is het verkeer in de perimeter van de markt enkel toegelaten voor de voertuigen van de handelaars en voor de voertuigen van de hulpdiensten.

De marktkramen, uitstallingen en vrachtwagens moeten ten laatste twee uur na de sluiting van de markt verwijderd worden.

Elke overtreding van dit artikel zal bestraft worden met een administratieve boete van maximum 350 Euro.

HOOFDSTUK III : ORGANISATIE VAN AMBULANTE ACTIVITEITEN OP HET OPENBAAR DOMEIN BUITEN DE OPENBARE MARKTEN

Afdeling 1 : Algemene bepalingen die van toepassing zijn op de ambulante activiteiten op het openbaar domein buiten de openbare markten

Art. 37 – Toepassingsgebied

Op de volgende plaatsen wordt het uitoefenen van ambulante activiteiten toegelaten na voorafgaandelijke toelating van de Gemeente (te organiseren markten) :

- 1 Plaats : Osseghemstraat, de ruimte gelegen tussen de Brigade Pironlaan en de Melpomènestraat, de Melpomènestraat, rond het Muzenpark;
Specialisatie : voedingsmarkt met streek- of bioproducten of producten onmiddellijk afkomstig van de producteur;
- 2 Plaats : esplanade van de Sint-Mariastraat
Specialisatie : verschillende markten met specifieke thema's georganiseerd gedurende 2 weken tot maximum 1 maand. De organisatie van deze markt is gebonden aan een evenement dat plaats vindt in België of in de Europese unie en die een bepaald onderwerp in de schijnwerper zet, bij voorbeeld een cultuur, een natie, een type producten enz.

Onder openbaar domein dient verstaan te worden:

- de openbare weg, met inbegrip van de bermen en voetpaden, de voetgangersbruggen en

ondergrondse doorgangen voor voetgangers, met uitzondering van de perimeter van de markten tijdens de organisatie ervan;

- de plaatsen die gelijkgesteld worden met de openbare weg krachtens artikel 4 §1, 2^{de} lid van de wet van 25 juni 1993 op de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, met name: de parkings die zich op de openbare weg bevinden, de handelsgalerijen, de station- en metrohalls en de plaatsen waarop de foren plaatsvinden.

Elke overtreding van dit artikel zal bestraft worden met een administratieve boete van maximum 350 Euro en zal kunnen leiden tot de onmiddellijke verwijdering van de overtreder en zijn installaties.

Art. 38 – Voorafgaande toelating

§1. Toelatingsaanvraag

Wie voor het uitoefenen van ambulante activiteiten in één of verschillende locaties vermeld in vorig artikel een plaats wenst te bezetten, dient te voldoen aan de voorwaarden voorzien van artikel 3 van huidig reglement en is onderworpen aan een voorafgaandelijke toelating. Deze toelating moet aangevraagd worden bij de gemeente voorafgaandelijk aan de uitoefening van de ambulante activiteit.

De toelating waarop vorig artikel slaat moet :

- minstens 15 dagen voor de datum die voorzien is voor de uitoefening van de ambulante activiteit bij de Gemeente aangevraagd worden;
- het voorschrift van artikel 16 van dit reglement naleven
- het voorwerp en de reikwijdte van de gevraagde toelating vermelden, op straffe van onontvankelijkheid.

§2. Beslissing betreffende de toelating

Ingeval van een positieve beslissing, verkrijgt de aanvrager een toelating waarop het volgende vermeld wordt:

- de aard van de producten of dienstverleningen die hij mag verkopen ;
- de plaats(en) waarin hij mag verkopen;
- de datum en de duur van de verkoop;
- de mogelijke bijzondere modaliteiten betreffende de toelating.

De gevraagde toelating mag worden geweigerd om een van de volgende redenen:

- redenen inzake openbare orde ;
- redenen inzake volksgezondheid ;
- bescherming van de consument;
- de activiteit dreigt het bestaande handelsaanbod in het gedrang te brengen.

De Gemeente moet haar reden(en) motiveren bij de bekendmaking van de negatieve beslissing aan de aanvrager en moet eveneens naar de rechtsmiddelen verwijzen.

Art. 39 – Voorwaarden inzake de toewijzing en bezetting van de standplaatsen

Personen die voldoen aan de voorwaarden voor het verkrijgen, die voorzien zijn in artikel 7 van dit reglement, en voor de bezetting van standplaatsen op de openbare markt, die voorzien zijn in artikel

21, mogen standplaatsen op het openbaar domein verkrijgen en bezetten.

Art. 40 – Regels voor de toewijzing van standplaatsen van dag tot dag

De toewijzing van standplaatsen van dag tot dag gebeurt volgens de chronologische volgorde van de aanvragen, en indien nodig, naargelang de gevraagde plaats en specialisatie.

Wanneer twee of meer aanvragen voor standplaatsen gelijktijdig ingediend worden, wordt de toewijzing via loting bepaald.

Art. 41 – Regels voor de toewijzing via abonnement

De regels betreffende de openbare markten die in de vorige afdeling opgesomd zijn, zijn hier eveneens van toepassing.

De voorwaarden betreffende de aankondiging van de leegstaande plaatsen die in artikel 9 §1 van dit reglement opgesomd zijn, zijn niet van toepassing.

Art. 42 – Inning

De vergoeding betreffende het gebruiksrecht voor een standplaats op de openbare weg buiten de openbare markten dient betaald te worden ten laatste drie dagen vóór de datum of de periode waarop ze betrekking heeft, in handen van de Gemeenteontvanger of via overschrijving op de rekening van het Gemeentebestuur.

De handelaar moet, op een gewoon verzoek van een bevoegd agent, een betalingsbewijs van de vergoeding kunnen voorleggen.

Indien de betaling op die datum niet geregistreerd is of indien de handelaar geen betalingsbewijs kan voorleggen, zal de houder van de driemaandelijke toelating ambtshalve definitief kunnen ontzet worden uit het recht om zijn standplaats te bezetten krachtens de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en dit overeenkomstig de procedure die in artikel 16 van dit reglement voorzien is . Een gelijkaardige beslissing zal kenbaar gemaakt worden aan de overtreder via een ter post aangetekend schrijven.

De overtreder mag, in de gevallen die in dit artikel bedoeld worden, onmiddellijk verwijderd worden van zijn standplaats, op bevel van een bevoegd agent.

Art. 43 – Identificatie-eis bij de uitoefening van ambulante activiteiten

Al wie een ambulante activiteit op het openbaar domein uitoefent, moet zich identificeren, als deze activiteit vanuit een uitstalling of een voertuig uitgeoefend wordt, door middel van een leesbaar bord dat er goed zichtbaar op geplaatst wordt. Dit bord moet eveneens worden geïnstalleerd door de helpers wanneer ze alleen werken.

Het bord moet de volgende vermeldingen bevatten:

1° hetzij de naam en de voornaam van de persoon die een ambulante activiteit uitoefent als natuurlijke persoon, voor eigen rekening, of voor rekening waarvan of ten dienste waarvan, de activiteit uitgeoefend wordt; hetzij de naam en de voornaam van de persoon die de dagelijkse verantwoordelijkheid op zich neemt van de rechtspersoon, of voor rekening waarvan of ten dienste waarvan, de activiteit uitgeoefend wordt;

2° de handelsnaam van de onderneming en/of haar handelsbenaming;

3° naargelang het geval, de Gemeente van de maatschappelijke zetel of van de exploitatiezetel van de onderneming, en als de zetel van de onderneming niet in België gelegen is, het land en de Gemeente waarin het gelegen is;

4° het inschrijvingsnummer bij de Kruispuntenbank van de Ondernemingen (of de overeenstemmende identificatie als de onderneming in het buitenland gevestigd is).

Elke overtreding van dit artikel zal bestraft worden met een administratieve boete van maximum 350 Euro.

Art. 44 – Rondtrekkende activiteiten

De uitoefening van zogenaamde “rondtrekkende” ambulante activiteiten op de openbare weg is onderworpen aan een voorafgaande toelating die afgeleverd wordt door de Gemeente, volgens de voorwaarden die in artikelen 37 tot 43 van dit reglement voorzien zijn.

Art. 45 – Regels die van toepassing zijn

De artikelen 25 tot en met 36 van dit reglement zijn van toepassing op deze afdeling.

Afdeling 2: De privé-markten - Algemene bepalingen die van toepassing zijn op de ambulante activiteiten op het privédomein

Art. 46 – Toepassingsgebieden

Alle ambulante activiteiten die op privédomein uitgeoefend worden, moeten onderworpen worden aan een voorafgaande toelating van de Gemeente.

Wordt beschouwd als behorend tot het privédomein voor de noden van dit reglement: elke plaats die niet past in de definitie van het openbaar domein, die in artikel 37 van dit reglement opgenomen is, met inbegrip van de handelsparkings en de plaatsen die naast de openbare weg liggen, in de zin van artikel 10bis van de wet van 25 juni 1993 op de uitoefening en de organisatie van de ambulante activiteiten en kermisactiviteiten.

Naast de onmiddellijke verwijdering van de overtreder en de sluiting van de illegale installatie, zal elke overtreding van dit artikel bestraft worden met een administratieve boete van maximum 350 Euro.

Art. 47 – Voorafgaande toelating

Art. 37 van dit reglement is van toepassing voor deze afdeling.

HOOFDSTUK IV: SLOTBEPALINGEN

Art. 48 – Bevoegdheid van de marktmeester

De marktmeester heeft met name de bevoegdheid om de documenten te controleren die de toelating en de identiteit aantonen van de personen die een ambulante activiteit uitoefenen.

Art. 49 – Inwerkingtreding van dit reglement

Dit reglement wordt opgestuurd naar het Ministerie van Middenstand in de maanden die volgen op de goedkeuring ervan en treedt in werking op de vijfde dag die volgt op de bekendmaking ervan.